

Post-situationnisme et appelisme au Québec

Fragments 2004-2019

Archives révolutionnaires

2019

Table des matières

Partie I. Des origines à la grève étudiante de 2012	3
Le spectacle triomphant et l'émeute. Le post-situationnisme en France (1977-1999)	3
<i>Tiqqun</i> et le Comité Invisible : transformer le présent	6
La tendance post-situationniste au Québec (2004-2010)	7
Vers la grève étudiante de 2012	10
Vers la pratique du « faire-grève » : en guise de conclusion partielle	11
Partie II. De la grève étudiante de 2012 à l'autonomie radicale	13
La grève étudiante : usages et débordements	13
Un récit appeliste de la grève, une proposition conceptuelle	15
Après la grève : se (re)constituer	17
2015 : faire la grève sociale	19
Des grèves, des lieux, des actions qui laissent des traces	21
Se rencontrer autrement	22
Reconfigurations : 2016-2019	23
Qu'est-ce qu'une histoire du post-situationnisme et de l'appelisme ? Une conclusion	25

Partie I. Des origines à la grève étudiante de 2012

Depuis une vingtaine d'années, une tendance prend place au sein de l'extrême-gauche sur le territoire connu sous le nom de Québec, celle de l'appelisme (ou de l'autonomie). Héritière de la pensée post-situationniste française, cette tendance s'est d'abord rattachée directement à ce courant européen, avant qu'une partie de la tendance québécoise ne développe des idées et des pratiques plus proches de l'appelisme et de certaines pratiques insurrectionnalistes. Ainsi, le mouvement post-situationniste québécois s'est scindé, menant la tendance post-situationniste (au sens plus strict) à l'affrontement avec la tendance appeliste (qui se réclamera plus tard de l'autonomie), puis de voir le (relatif) triomphe de ce second groupe. Si le post-situationnisme n'a jamais été hégémonique au sein de l'extrême-gauche québécoise, il a par contre été déterminant dans le développement du mouvement anarchiste depuis près de 20 ans et a joué un rôle crucial lors de plusieurs événements sociaux, au premier rang desquels la grève étudiante de 2012.

Ainsi, cette tendance – dont les idées, les pratiques et les sous-courants restent à définir – mérite d'être étudiée pour saisir son rôle passé et présent dans la gauche radicale, mais aussi pour comprendre comment les militant.es post-situationnistes, appelistes et autonomes ont pu influencer et infléchir certains mouvements sociaux récents. Le présent article se propose d'analyser dans une première partie les origines (françaises) du post-situationnisme, l'arrivée de cette tendance politique au Québec et le développement conflictuel de celle-ci, puis d'analyser dans une deuxième partie la participation marquée des militant.es aux grèves étudiantes de 2012 et 2015 (notamment) avant de faire un état des lieux de la tendance multiforme post-situationniste. Par une analyse historique, documentaire et conceptuelle, cette tendance pourra être comprise dans sa dynamique interne, ses pratiques ainsi que sa réception. La complexité du sujet, son caractère diffracté comme l'activité parfois illégale des militant.es rend ardue une approche globale et objective ; le présent article privilégie donc une approche fragmentaire, certes limitée, mais rendant bien compte de la composition même de la mouvance qui nous intéresse.

Le spectacle triomphant et l'émeute. Le post-situationnisme en France (1977-1999)

Le mouvement québécois – que nous appellerons post-situationnisme pour le moment – des années 2000 hérite directement de pensées et de pratiques françaises. Les idées post-structuralistes (des années 1960-1970), les théories et les textes post-situationnistes (vers 1980-1990) et plus récemment les « idées autonomes » de la revue *Tiqqun* et du texte de *l'Appel* sont à la base du courant post-situationniste québécois. Après les années 2010, un retour aux idées et aux pratiques de l'Autonomie italienne (1968-1977) influencera aussi une partie des post-situationnistes, ceux se réclamant justement... de l'autonomie. Ces influences cumulées mèneront à la formation d'une tendance diffuse à l'intérieur de la gauche extra-parlementaire et de l'anarchisme. Son caractère diffus n'empêchera

pourtant pas une certaine constitution reconnaissable par ses influences et ses pratiques. Cette tendance se différencie en effet à bien des égards d'une pensée plus classique de l'organisation, qu'elle soit marxiste ou anarchiste (dans sa version plateformiste), mais aussi de l'insurrectionnalisme (malgré certains liens entre post-situationnistes et insurrectionnalistes) et des théories anti-oppressives. Il est parfois difficile de lire cette tension entre caractère diffus et particularisme du mouvement post-situationniste (puis appeliste et autonome), puisque celui-ci existe certainement, mais refuse généralement de se nommer comme tendance et privilégie souvent une autoconception ainsi qu'une autoprésentation comme multitude, nébuleuse ou encore comme un rhizome. Les auteur.es du livre *On s'en câlisse* (2013), qui offre une lecture post-situationniste (de sensibilité autonome) de la grève étudiante de 2012, se présentent d'ailleurs ainsi : « L'auteur de cet ouvrage, le Collectif de Débrayage, nomme une sensibilité, un point de coïncidence où se sont retrouvées différentes perspectives pour penser les événements. » (page 15)

La première influence majeure de la nébuleuse post-situationniste – souvent négligée – se trouve chez les post-structuralistes. Les concepts associés à ce courant proviennent d'un corpus littéraire, notamment philosophique, français des années 1970 à 1990. Maurice Blanchot, Jean-François Lyotard, Gilles Deleuze et Félix Guattari, Michel Foucault, Pierre Clastres ou encore Jean-Luc Nancy inspirent les militant.es français.es comme ils inspireront les post-situationnistes québécois.es. Il faut ajouter des auteurs plus anciens, qui ont eux-mêmes influencé le post-structuralisme, tel que Walter Benjamin et Georges Bataille, et qui exercent un ascendant marqué sur les post-situationnistes. Plusieurs idées de Benjamin et de Bataille sur l'histoire, le fascisme et la dépense sont notamment reprises, alors que nombre de concepts micropolitiques (les idées de plan de consistance, de devenir, de flux, de dispositif ou de multiplicités) et des concepts liés à la communauté, à l'anonymat et au désœuvrement, seront empruntés aux post-structuralistes. Ces idées serviront de clefs de lecture afin de comprendre le monde autoritaire ainsi que de pôles de réflexion afin d'organiser une résistance diffuse (mais pas faible) et vitale à ce même monde. L'influence de ces auteurs n'est d'ailleurs pas nouvelle dans une certaine gauche radicale, situationniste et post-situationniste, puisque plusieurs interventions (anonymes) de Maurice Blanchot ont profondément marqué la conscience du mouvement étudiant et ouvrier de Mai 1968. Durant les années 1970 en Italie, les mêmes auteurs post-structuralistes influencent le mouvement de l'Autonomie quant aux questions de représentation et de direction politique, ainsi que dans les rapports à la famille. Le mouvement politique de l'Autonomie influencera lui-même les post-situationnistes français, mais aussi les groupes autonomes québécois dans la décennie 2010.

Giorgio Agamben (né en 1942), lui-même lié au post-structuralisme, est probablement la figure la plus influente pour les post-situationnistes québécois.es. Cet auteur se trouve en effet à la jonction du post-structuralisme, du post-situationnisme et du radicalisme autonome des années 2000. Ses thèses, tant sur le pouvoir social et capitaliste que sur le traitement réservé aux corps, ainsi que sa réflexion sur les résistances passées et présentes, influencent profondément les théories et les pratiques post-situationnistes. Les idées et le langage d'Agamben (souveraineté, sacré, profanation, état d'exception, guerre civile ou stasis et devenir-plèbe, entre autres) sont repris tels quels par plusieurs groupes, dont le Collectif de Débrayage. En dialogue direct avec le groupe qui publiait la revue *Tiqqun* au début des années 2000, il leur a transmis une certaine vision de la lutte actuelle. Ses analyses sont encore fréquemment reprises, notamment par le site appeliste français *Lundi.am*, alors que ses livres continuent d'informer les militant.es des deux côtés de l'Atlantique.

La deuxième influence – la plus connue, probablement parce que la plus directe – est celle du post-situationnisme français (années 1980-1990) et de sa frange tiqqunienne

ou appeliste en particulier. Cette tendance trouve son expression aboutie dans les deux revues-livres de *Tiqqun* (1999 et 2001) ainsi que dans les ouvrages du Comité Invisible (trois livres parus entre 2007 et 2017). Pourtant, cette tendance se développe depuis les années 1980 et si le post-situationnisme pré-tiqqunien est maintenant occulté, son étude reste importante pour comprendre les théories et les pratiques post-situationnistes, appelistes et autonomes actuelles en France comme ici. Ce post-situationnisme des années 1980 et 1990 est influencé par le situationnisme de Guy Debord, de Raoul Vaneigem et de l'Internationale Situationniste (IS, 1957-1972), mais se distingue de cette dernière par une approche moins marxiste et plus anarchiste, teintée d'une certaine amertume et d'une rage face à la société du spectacle triomphante. Cette tendance post-situationniste sera influente au Québec jusque dans les années 2010, notamment autour du Collectif de Débrayage. D'autres groupes resteront plus attachés à l'Internationale Situationniste et au marxisme, tels que *Hors-d'Œuvre* (2005-2018) et Temps libre (en activité depuis 2017), groupes que l'on peut donc qualifier de néo-situationnistes.

Une première revue post-situationniste paraît de 1977 à 1983, *Les Fossoyeurs du Vieux Monde* (FVM). Le groupe des Fossoyeurs commence ses activités au début des années 1970 et publie quatre numéros de sa revue. Dès son premier numéro, le groupe reprend le slogan situationniste « Ne travaillez jamais ! » ainsi que certaines thèses de l'Internationale Situationniste, notamment la critique de l'aliénation due à la société marchande et au spectacle ainsi que l'aliénation présente dans « l'activisme gauchiste ». Un déplacement s'opère toutefois dans la conception du travail. Alors que les situationnistes pensaient le travail dans la société spectaculaire comme une « production de la séparation », les Fossoyeurs considèrent que le travail est « un vol de temps, temps qui est la forme réelle de l'expérience du travail pour le prolétaire et non ce qu'il peut produire. [...] En conséquence, le travail ne subsiste que pour accomplir l'abstraction spectaculaire générale. » (no. 2, page 38) Ce subtil déplacement a des conséquences importantes, car il pave la voie à une mutation du sujet révolutionnaire. Celui-ci n'est plus le prolétaire aliéné par la division du travail, mais devient l'individu dépossédé de son temps. Ce rejet du prolétariat (au sens marxiste classique) comme sujet révolutionnaire est une caractéristique fondamentale du post-situationnisme ; le prolétaire en usine subissant l'aliénation de la division du travail et de la marchandise se voit remplacé par un sujet dépossédé, à l'image du prisonnier, qui rappelle aussi le lumpenprolétariat, qui ne possède rien, pas même un travail. Ce nouveau sujet révolutionnaire est central pour les Fossoyeurs, puisqu'il subit le plus directement le vol de son temps, alors que le prolétaire le subit de façon dérivée.

Après la disparition des Fossoyeurs en 1984, plusieurs anciennes membres du groupe forment un nouveau collectif appelé Os Cangaceiros (OC). Ce nouveau collectif post-situationniste publie une revue éponyme de 1985 à 1991, cherchant notamment à circonscrire les nouveaux lieux de conflictualité envers l'État. La revue se concentre, en continuité avec l'analyse des FVM, sur un soutien inconditionnel à toutes les révoltes et émeutes carcérales. Le groupe revendique d'ailleurs plusieurs attaques contre des prisons en construction en 1989-1990. La revue met aussi de l'avant des pratiques alternatives (assemblés de quartiers et parfois retour à la terre) et des pratiques insurrectionnalistes (pillage, vol ou attaque contre les prisons). Le groupe cherche de nouvelles « bases arrière » qui permettraient de soutenir une offensive, voire une guerre, contre l'État. Dans cette perspective offensive, le dépassement de l'organisation classique par les actions insurgées populaires est mis de l'avant. Ainsi, la revue Os Cangaceiros analyse favorablement la grande grève des mineurs en Angleterre (1984-1985) qui exemplifie le dépassement souhaité par le collectif : « au-delà de la critique du syndicalisme, [les mineurs ont dépassé] la grève classique pour ouvrir vers une guerre ouverte contre l'État » (cité dans la *Tentation insurrectionniste* de Wajnsztein et Gzavier).

Une troisième revue post-situationniste, elle aussi marquée par l'insurrectionnalisme, paraît dans les années 1990. Cette revue, *La bibliothèque des émeutes* (BÉ), n'entend pas assumer de direction politique ni servir de lieu d'organisation à l'activité politique. La revue se veut plutôt un lieu de rassemblement des savoirs sur les émeutes et les pratiques insurrectionnelles, en critiquant toute volonté de planifier de telles actions, ce qui contredirait l'immédiateté de celles-ci : « [La BÉ] ne commettra pas d'autres incitations à l'émeute. En effet, l'émeute étant spontanée, nous trouvons contradictoire que quelqu'un puisse y inciter. La conscience ne peut pas inciter à l'inconscience. On ne va pas à l'émeute, on s'y trouve. » (no. 1, page 3) Dans les premiers numéros se développe également une « théologie » de l'émeute qui fait écho à la métaphysique critique qui sera développée au sein de la revue *Tiqqun* : « Il n'y a pas actuellement de débat conscient sur la finalité de l'humanité. Le but de l'humanité est nécessairement de finir. [...] L'aliénation a certes envahi toute médiation, toute organisation, mais ne peut pas s'emparer de l'immédiateté, de la spontanéité. C'est donc là qu'est réfugié et concentré le débat réel sur l'humanité, sur le monde et sur leur fin. [...] En elle-même l'émeute n'est qu'un instant intense, à la fois léger et profond. Son but inhérent est dans sa propagation. La propagation d'une émeute d'un quartier à une ville, et d'une ville à toutes celles de l'État, d'un jour au lendemain, et du lendemain à toute une semaine, du mépris à la considération et de l'ignorance à la conscience universelle, constitue ce qui peut être appelé une insurrection. » (no. 1, pages 1-3) Cette attitude radicale de la Bibliothèque des émeutes, aux relents nihilistes (en vertu de son obsession de la fin), trace par ailleurs la voie vers un immanentisme qui sera fondamental chez les appelistes français.es comme québécois.es jusqu'à nos jours.

***Tiqqun* et le Comité Invisible : transformer le présent**

En 1999 paraît le premier numéro de la revue *Tiqqun*. À l'image de la *Bibliothèque des émeutes*, elle propose une analyse des pouvoirs basée sur la pensée de Giorgio Agamben tout en préconisant des pratiques de résistance inspirées des mouvements autonomes italien et français. Elle est également traversée par une radicalité quasi millénariste, fait usage d'affirmations péremptives comme de détournements visuels et textuels, utilise une argumentation fondée sur des « évidences partagées » et comprend diverses apologies de révolté.es et autres criminel.les. Par contre, la revue met de l'avant plusieurs concepts originaux pour l'extrême-gauche, qui façonneront le « tiqqunisme », source directe de ce qui deviendra l'appelisme. Les concepts fondamentaux de formes-de-vie, de démobilisation et de guerre civile (concept que la revue renouvellera) y seront entre autres théorisés. Le deuxième (et dernier) numéro de la revue, au format extrêmement long, paraît en 2001.

Les thèses originales de *Tiqqun* connaissent une diffusion assez faible jusqu'à la parution en 2003 d'un texte qui les synthétise en leur ajoutant une assise programmatique, *l'Appel*. Ce programme qui ne se nomme pas attire un fort lectorat et permet rapidement à une tendance – l'appelisme – de se former en France. L'Appel prône la « prise de parti » pour les individus et les groupes révolutionnaires tout en préconisant une forme d'organisation extrêmement décentralisée. Cette volonté de « faire tendance » sans s'organiser, désireuse que la cohésion provienne de lieux et de pratiques communes plutôt que d'un programme ou d'un parti, n'en renoue pas moins avec une certaine idée d'avant-garde, contrairement à la Bibliothèque des émeutes. Le texte circule beaucoup lors des mobilisations de 2006 contre le CPE (Contrat première embauche) et trouve une certaine

continuité dans le livre collectif *Les mouvements sont faits pour mourir* (paru en 2006). Avec la parution de *L'insurrection qui vient* (Comité Invisible, 2007) et la très forte médiatisation du procès dit de Tarnac, qui met en accusation plusieurs personnes liées à *l'Appel* et au Comité Invisible pour un sabotage de chemin de fer, la mouvance politique appeliste se cristallise et obtient une large publicité. À partir de ce moment, on peut considérer qu'un mouvement appeliste, aussi diffus soit-il, existe en France, prônant l'action directe (émeutes et sabotages) visant à destituer le pouvoir tout en créant de nouvelles formes-de-vie ici et maintenant, dans la lutte. La pénétration des idées et pratiques appelistes au Québec sera plus lente et moins spectaculaire, mais dès les années 2004-2005, des noyaux se forment, qui auront pour dessein de destituer l'état et le monde aliéné tout en renouant avec une présence au monde saine, non médiée et solidaire.

Maintenant que nous avons vu les origines de la tendance post-situationniste, le post-structuralisme, Giorgio Agamben, les revues radicales des années 1980 et 1990, Tiquun et le Comité Invisible, nous pouvons voir comment cette tendance est arrivée au Québec et s'y est développée. Pour comprendre la tendance post-situationniste et appeliste québécoise, de son arrivée vers 2004 en passant par les conflits des années 2007-2011 et les grands questionnements théoriques de cette période, des grèves étudiantes de 2012 et 2015 jusqu'à l'autonomie radicale des dernières années, il reste important de garder en tête l'ensemble de ce qui a été présenté ici, car (que nous aimions cela ou pas) les théories et les pratiques post-situationnistes et appelistes au Québec sont toutes inspirées, à des degrés divers, des groupes et des actions que nous avons présentés.

La tendance post-situationniste au Québec (2004-2010)

L'Appel passe les douanes au tournant de 2003-2004 et connaît d'abord une faible diffusion. La librairie anarchiste de Montréal, *Alternatives*, ne désire pas distribuer les écrits post-situationnistes en raison des positions d'une majorité de bénévoles qui s'occupent du lieu. La librairie est en effet divisée à l'époque sur les livres qui doivent y être vendus, soit des livres strictement anarchistes ou plus largement des livres de sensibilité libertaire, voire gauchiste. Ce conflit finit par avoir raison de *l'Alternatives* en 2004, avant qu'une nouvelle librairie anarchiste n'ouvre dans le même local. Cette nouvelle librairie, *L'Insoumise*, décide de diffuser *l'Appel* ainsi que d'autres textes post-situationnistes, dont les ouvrages de *l'Encyclopédie des Nuisances*. Cette nouvelle situation permet une diffusion plus large de la pensée post-situationniste et appeliste dans la région de Montréal. Le fait que le texte connaisse une diffusion relativement officielle à partir d'un certain moment ne diminue pas pour autant l'aura subversive qui entoure *l'Appel*. Une première mention du texte sur le forum en ligne de *Hors-d'Œuvre*, en août 2006, souligne ainsi que le livre (anonyme et sans éditeur) circule en France « sous le manteau » et « hors des circuits marchands », mettant en valeur le caractère marginal et sulfureux porté par ce texte, comme si celui-ci relevait d'une société secrète.

La première publication d'inspiration post-structuraliste et post-situationniste au Québec, le journal *De l'ostie de marde*, paraît en 2007 dans un milieu anarchiste divisé en deux pôles principaux. D'un côté, la section locale de la *North Eastern Federation of Anarchist Communists* (NEFAC), représente une tendance plus ouvriériste et centrée autour de la lutte des classes. Cette tendance, qui prône l'organisation autour des questions du travail, est alors en voie de devenir (en 2008) *l'Union Communiste Libertaire* (UCL). De l'autre côté, il y a divers groupes et revues de tendance plus individualiste, voire insurrectionnaliste. Parmi les groupes appartenant à cette deuxième mouvance, la revue *La Mauvaise Herbe* a une certaine importance, en raison de sa diffusion (son tirage varie

de 1000 à 2000 copies) et de son réseau de contacts transnational. Le groupe s'occupant de la revue invite par exemple le penseur primitiviste américain John Zerzan et l'éditeur anarchiste « post-gauche » Jason McQuinn (lui aussi américain) à Montréal pour des conférences en 2007 et 2008.

Au-delà de ces deux pôles, deux groupes d'inspiration post-situationniste émergent. Le premier de ces groupes, *Hors-d'Œuvre* (H-O), est créé en 2005 et s'inspire directement du situationnisme et du post-situationnisme. Le groupe se considère comme « anarcho-gangstériste » et adopte en conséquence une attitude de défiance tant envers l'autorité qu'envers les collectifs militants qu'il désapprouve. Le groupe perturbe par exemple la conférence de John Zerzan tout en multipliant les textes polémiques, comme l'Anti Francis Dupuis-Déri, qui s'en prend durement à ce militant ayant une certaine notoriété publique. Ces pratiques choquent une partie du milieu militant et créent des tensions en particulier avec les insurrectionnalistes qui considèrent le collectif comme autoritaire et non camarade. Cherchant le scandale, *Hors-d'Œuvre* jette de l'huile sur le feu en affirmant vouloir faire un « putsch culturel » dans le milieu anarchiste. Le collectif subversif se disputera aussi avec l'Union Communiste Libertaire, en publiant notamment le texte satirique Nous on vote pas, mais moi oui contre cette organisation. En somme, ce premier groupe post-situationniste se fait d'abord connaître par ses pratiques dérangeantes, même s'il aura une pratique plus ambitieuse et une production théorique subséquentement.

De son côté, la revue *De l'ostie de marde* (dont plusieurs participant.es seront au cœur du Collectif de Débrayage) aura d'abord des relations plus amicales avec divers groupes anarchistes, dont les insurrectionnalistes. La circulation d'idées, de pratiques et d'amitiés se perpétuera d'ailleurs entre le *Collectif de Débrayage* et certain.es insurrectionnalistes au fil des années. Lors de sa première publication, le journal *De l'ostie de marde* rejette d'ailleurs les idées platformistes, qui prônent l'adoption d'une plateforme commune aux organisations anarchistes et qui sont défendues par la NEFAC puis par l'UCL. Le journal prône notamment dans un premier article l'anomie (le refus de toute règle pour soi), ce qui le distingue des platformistes qui prônent l'organisation, mais aussi un ordre sans pouvoir. S'il introduit des idées théoriques peu usitées au Québec, il ne se montre pas en revanche très original sur le plan esthétique, ressemblant à la revue satirique *La conspiration dépressionniste* (2003-2013), mais aussi aux tracts de *Hors-d'Œuvre* de la même époque. La tentative d'articuler vulgarité et théorie se retrouve elle aussi dans les trois publications, avec un succès parfois mitigé.

De l'ostie de marde se démarque plus au niveau de son contenu. On y trouve par exemple une défense de l'anonymat, appuyée théoriquement dans l'article *De pourquoi j'avance cagoulée frangine*. Cette défense de l'anonymat postule que les militant.es existent dans et pour un réseau fluctuant de puissances (un rhizome), duquel il.les n'ont pas à se distinguer individuellement. L'appartenance (anonyme parce que de singularité impersonnelle) au réseau s'oppose donc à l'individualisme (bourgeois et désincarné) dans une perspective politique inspirée par les écrits de Gilles Deleuze. On lit dans l'article : « Signe, laisse le flux d'un côté, pour mettre l'auteur par-dessus, comme un sujet affecté par sa vie – la vie soi-disant lui arrive, lui parvient... –, juste assez, mais pas trop pour pouvoir en donner un procès-verbal. [...] C'est important que la vie recule pour que le texte fonctionne, fasse son effet. [...] L'impersonnalité dont je parle empêche le lecteur de signer à rebours. [Elle favorise] ceux qui savent lire autre chose que le Je joué. » (pages 5-7) Cette question de l'anonymat, pas encore totalement assumée en 2007, deviendra un des lieux les plus communs des mouvements appelistes, pas seulement pour des raisons de sécurité (se protéger face aux possibles enquêtes policières), mais aussi pour des raisons éthiques.

Une autre originalité de la parution est la forte présence des enjeux féministes et queers (ces derniers étant très peu traités au Québec à l'époque). Les articles *Du doigté* et *Du test de personnalité : quelle féministe es-tu ?* incarnent cet intérêt. Certaines personnes impliquées dans le journal militent d'ailleurs dans le plus important groupe politique queer de l'époque, les *Panthères Roses*, actives à Montréal de 2001 à 2007. Les textes à thèses marxistes ne sont pas non plus absents (De la sociocritique marxiste) et cherchent entre autres à distinguer le nouveau noyau « appeliste » du groupe *Hors-d'Œuvre*.

Durant plusieurs années (approximativement de 2007 à 2011), les rapports entre les deux collectifs (et leur nébuleuse respective) seront conflictuels. En 2008, *Hors-d'Œuvre* publie par exemple le texte *Nous sommes tout, ne faisons rien*, dans lequel ils critiquent le « nihilisme politique » et le « postmodernisme » de l'équipe du journal *De l'ostie de marde*, le tout agrémenté de nombreuses insultes personnelles. Paradoxalement, *Hors-d'Œuvre* reconnaît – entre les lignes et dans une mesure limitée – la valeur de son adversaire : le journal étant qualifié de « manifestation un peu plus sophistiquée de l'aliénation moderne dans nos milieux politiques ». Autrement dit, il est reconnu que les deux groupes travaillent sur un même plan et à un niveau intellectuel comparable, ce qui n'empêchera pas le torchon de brûler entre eux. *Hors-d'Œuvre*, notamment, mène une campagne d'attaques personnelles envers les membres du journal *De l'ostie de marde* dans l'année suivante.

Le conflit entre les deux groupes génère (malgré l'acrimonie) une effervescence théorique, alors que chacun se voit forcé d'explicitier, de raffermir et d'approfondir ses positions (ainsi que ses critiques). La pression partagée de voir son travail disséqué par l'adversaire pousse chaque groupe à se surpasser dans la logique et la qualité de ses textes. Cette dynamique intellectuelle est favorisée par la réception critique et agressive des publications de chacun, dynamique que n'encourageait pas nécessairement l'anti-intellectualisme des insurrectionnalistes ou encore des militant.es plus ouvriéristes de la NEFAC et de l'UCL.

Malheureusement, *De l'ostie de marde* ne dure que trois numéros (publiés en 2007 et 2008), mais le groupe derrière le journal poursuit ses activités. Une partie du groupe développe des liens avec un important espace collectif d'Hochelaga – le Rhizome – à partir duquel sont menées des activités personnelles comme publiques. Cette configuration entremêle vie privée et organisation politique dans des pratiques collectives globalisées : la communauté se vit et agit tout ensemble. Cette fusion entre vie privée et action politique deviendra un autre trait récurrent et dominant de l'appelisme. La volonté d'abolir la distinction entre privé et public, ainsi que la volonté de l'être-commun (pour vivre mieux et pour être plus puissant) informent jusqu'à ce jour les collectivités appelistes. Si on voit plus fréquemment des appartements devenir aussi des lieux d'organisation publique, des lieux publics voient par ailleurs s'y installer des communautés « privées » qui les habitent et s'y organisent, comme c'est le cas avec La maison de la grève (2011-2012) puis avec *La Passe* (2012-2016).

De l'intense conflit entre *De l'ostie de marde* et *Hors-d'Œuvre* naît une première moulture (ou nébuleuse) post-situationniste au Québec. Une théorie (non-uniforme) apparaît ainsi que des idées et des pratiques, d'abord principalement internes au milieu d'extrême-gauche. Suivant ce premier temps, la tendance appeliste issue du journal *De l'ostie de marde* puis cristallisée dans le *Collectif de Débrayage* (le groupe adopte ce dernier nom de 2012 à 2017 environ) informera tout un pan de l'anarchisme, se liant sporadiquement aux insurrectionnalistes. Cette tendance se dessine notamment à partir de 2010, alors que point la grève étudiante de 2012 (que les syndicats étudiants organisent d'ores et déjà).

Vers la grève étudiante de 2012

À partir de 2010, une deuxième vague de publications post-situationnistes – plus abouties – voit le jour. Ces publications sont notamment l'œuvre du *Collectif de Débrayage*, le groupe qui succède à *De l'ostie de marte*. Les textes *Lieu commun* et *Fragments pour une reprise des hostilités* (du *Collectif de Débrayage*) et *En suspens* sont emblématiques de ce moment. Ces textes sont intéressants dans la mesure où ils appellent à des actions sauvages lors de la grève à venir tout en ignorant l'ampleur que celle-ci prendra. Ainsi, même les appelistes québécois.es qui appelaient de leurs vœux des actions sauvages seront estomaqué.es de l'ampleur des actions de mars, avril, mai et juin 2012, au plus fort de la grève. Une dynamique inattendue s'instaurera d'ailleurs durant la grève, alors que le *Collectif de Débrayage* informera théoriquement les insurrectionnalistes, qui elles et eux mettront en œuvre l'action directe prônée par le collectif.

La brochure *Lieu commun*, composée de deux cahiers, *Lieu* et *Commun*, totalisant presque 100 pages, paraît en 2011. Le premier cahier aborde les questions d'espace, de territoire et d'habiter. Les textes abordent successivement le « devenir-banlieue » du Québec et du monde puis les résistances à la mise en forme de nos milieux de vie par les pouvoirs dominants. Les auteur.es essaient de développer une nouvelle éthique de la résistance pour s'opposer aux pouvoirs qui colonisent les espaces. Dans le texte *Sum-mud*, la résistance palestinienne à la colonisation est analysée, avec l'exemple d'Hébron (Al-Khalil) comme lieu névralgique. Un autre texte traite de la circulation en Palestine et au Québec, ainsi qu'entre ces deux territoires. Une théorie de la soumission des Québécois.es est aussi développée, montrant à quel point les habitant.es sont inféodé.es aux structures d'organisation spatiale, dont les feux de circulation. Ce premier cahier voit les articles, fruits d'efforts collectifs, s'enchaîner et se répondre. Cette méthode d'écriture collective reviendra souvent dans les productions appelistes, notamment dans le livre *On s'en câlisse* (2013). Les renvois et reprises d'autres textes montrent bien la dynamique de travail à l'œuvre dans la nébuleuse ; ainsi, des passages du dernier article du cahier *Lieu* seront repris tels quels dans le livre de 2013, alors que l'expression « Auschwitz-Disneyland », qui décrit le fascisme du divertissement, servira de titre à un article de la revue *La Mauvaise Herbe* publié en 2013.

Le second cahier, *Commun*, développe des idées quant à l'organisation des milieux politiques, avec une large place consacrée à la critique des milieux militants tels qu'ils existent alors. L'influence des *Thèses* sur la communauté terrible, critique des milieux anarchistes publiée dans la revue *Tiqqun* (no. 2, pages 86-111), est omniprésente. Un article de réflexion sur « l'anti-oppression » évite le piège du simple rejet en proposant de rediriger les affects de tristesse et de souffrance causés par la violence oppressive vers l'organisation politique dans une communauté offrant puissance et support. Ce second cahier est totalement sous l'influence de *Tiqqun*, poussant l'hommage jusqu'à reprendre directement certaines images qui figuraient dans la revue française. Ainsi, une longue réflexion voit le jour, sur la domination des espaces de vie et les résistances que cela implique. La solution politique proposée est celle de la communauté, mais pas de la « communauté terrible » qui soumet les militant.es à la performance. Une communauté de soin, de solidarité, de puissance et offensive est plutôt suggérée.

Le long tract intitulé *Fragments pour une reprise des hostilités* est crucial pour les appelistes de cette époque, puisqu'il théorise le « faire-grève » qui sera au cœur des propositions appelistes de 2012 à 2015. Cette théorie propose une désaffection des structures dominantes, qui seront ainsi fragilisées par notre absence. Dans ce mouvement de retrait, les militant.es pourront se trouver et s'organiser afin de préparer des assauts successifs

contre les structures de domination. Le « faire-grève » comprend aussi la constitution du réseau voué à se densifier et à gagner en puissance dans le geste même de la grève ou de la désertion. Ce texte approfondit théoriquement les réflexions de Lieu Commun et annonce les thèmes d'*En suspens*, en formalisant la stratégie qui sera mise de l'avant par les appelistes lors de la grève étudiante de 2012. C'est cette même analyse qui sera reprise dans l'ouvrage d'analyse (a posteriori) de la grève On s'en câlisse en 2013. L'inspiration post-situationniste est encore forte, alors qu'une des images du tract reprend directement la couverture du livre *Les mouvements sont faits pour mourir*. Ce texte s'inscrit aussi dans la suite des analyses du collectif français de l'*Institut de démobilisation* (2006-2014), en reprenant notamment des idées de son texte Thèses sur le concept de grève (un écrit de 2011 publié en 2012). L'idée d'un « retrait offensif » inspire clairement le *Collectif de Débrayage*, par exemple lorsqu'il affirme : « L'actualité de ce monde est une entreprise de mise en disponibilité, de fonctionnalisation, d'extraction de l'énergie brute, d'instanciation. Face à cette mobilisation totale, l'essence de la grève ne peut être que démobilisation, dans le sens de rendre-inopérant, de désactiver les dispositifs de production et de gestion de la vie. On nous propose la grève comme entreprise, qui occulte le faire-grève lui-même, en tant que mouvement de retrait offensif. »

On voit aussi une critique du démocratisme se dessiner, ainsi qu'une valorisation de l'action entre-soi, propre à la communauté, qui ne doit pas craindre d'être marginale au sein de la gauche. La pratique du « faire-grève » est aussi une désaffection (dans un premier temps) du milieu de gauche sclérosé, car lui aussi doit être déserté, dépassé et détruit dans le processus révolutionnaire. Ces thèses sont directement influencées par le post-structuralisme ainsi que par le post-situationnisme. L'idée de marginalité intérieure au mouvement rappelle par exemple le devenir-révolutionnaire des minorités, suivant les termes de Deleuze et Guattari.

Au début du mois de février 2012, alors que la grève étudiante va être déclenchée, paraît le texte *En suspens*. Ce texte se veut moins théorique et reprend des thèmes et des idées des deux textes précédents en les appliquant à l'école. Il est clair que le groupe derrière le texte, qui traite de problèmes semblables à ceux abordés par le Collectif de Débrayage sans y être spécifiquement associé, cherche alors à diffuser ses analyses et ses pratiques auprès des étudiant.es qui vont entrer en grève. Le texte appelle d'ailleurs, dès l'amont du mouvement, à mener une grève plus « sauvage » que les habituelles grèves étudiantes. Ce texte rappelle quelque peu les textes insurrectionnalistes par son contenu rageur et son appel à l'action directe : il est clair qu'il vise à l'action. Contrairement aux deux autres publications, *En suspens* favorise une parole à la première personne, un contenu nettement moins intellectuel et une imagerie relativement juvénile. Le texte s'adresse clairement à un jeune public, qui aura à agir dans les prochaines semaines : il est appelé à agir sauvagement.

Vers la pratique du « faire-grève » : en guise de conclusion partielle

Voici maintenant les post-situationnistes et les appelistes arrivé.es aux portes de la grève étudiante de 2012, le mouvement social le plus important au Québec depuis 40 ans. Pour comprendre comment cette nébuleuse s'est constituée théoriquement et pratiquement, pour comprendre comment elle a agi dans les grèves de 2012 et 2015, nous avons proposé dans cette première partie un historique du post-situationnisme français et québécois. Il est important de retenir les influences post-structuralistes comme post-

situationnistes sur le mouvement d'ici. Gilles Deleuze, Giorgio Agamben, *Tiqqun* puis le Comité Invisible influencent en effet depuis 20 ans les militant.es appelistes et autonomes québécois.es. Les idées d'émeutes, de désertion, de vie en communauté, d'anonymat et d'organisation dans le retrait restent importantes à ce jour et doivent être comprises à la lumière des auteur.es et écrits étudiés. Les notions de flux, de devenir, de circulation n'en sont pas moins importantes pour combattre la stagnation sociale, l'hégémonie, l'enfermement que nous impose le pouvoir. On voit ainsi se dessiner un inframonde communautaire, sensible et offensif qui s'oppose à la machine-monde du capitalisme. Il ne faut pas négliger non plus le travail pionnier de *Hors-d'Œuvre* et du *Collectif de Débrayage* au Québec, qui influencent les collectifs appelistes et autonomes actuels. Avec toutes ces données en tête, il est maintenant possible de voir comment les post-situationnistes et les appelistes, pourtant en dehors du mouvement étudiant, ont pu jouer un rôle important dans la grande fête contestataire que furent les six mois de la grève étudiante de 2012, avec ses émeutes, ses folies, ses violences, ses pertes, ses coups d'éclat, ses triomphes puis l'amère défaite de septembre.

Partie II. De la grève étudiante de 2012 à l'autonomie radicale

Suivant la diffusion de la pensée post-situationniste, puis appeliste de la France vers le Québec au tournant des années 2000, un premier mouvement post-situationniste a vu le jour ici, animé notamment par *Hors-d'Œuvre* (2005-2018) puis par le groupe du journal *De l'ostie de marde*, devenu le *Collectif de Débrayage* (nébuleuse active environ de 2007 à 2017). Ces groupes ont élaboré une première mouture théorique de tendance post-situationniste et ont proposé certains modes d'action, dont l'intervention politique dans le mouvement étudiant. À l'orée de la grève étudiante de 2012 – la plus grande de l'histoire du Québec, qui a vu débrayer jusqu'à 350 000 étudiant.es et a duré six mois – la tendance post-situationniste se fractionne. D'un côté, le collectif *Hors-d'Œuvre* poursuit son virage vers le marxisme, s'intéressant davantage aux mouvements de masse, au syndicalisme et aux luttes des travailleuses et des travailleurs qu'à l'émeute ou à la vie collective, alors que le *Collectif de Débrayage* poursuit sa réflexion et sa pratique dans une perspective très marquée par l'appelisme français.

Dans la poursuite de notre histoire – fragmentaire – du post-situationnisme et de l'appelisme au Québec, c'est cette seconde tendance, sa continuité et sa postérité, qui retiendra notre attention. Nous verrons donc comment le *Collectif de Débrayage* s'inscrit dans la nébuleuse étudiante et gréviste de 2012 et comment il tente d'infléchir ce mouvement historique. Nous montrerons ensuite comment le *Collectif*, ainsi que de nouveaux groupes, poursuivent la théorisation et les pratiques appelistes. Les nouveaux lieux et les nouvelles pratiques « post-2012 » seront alors discutés. La grève étudiante de 2015, dans laquelle les anarchistes et les appelistes jouent un rôle crucial, retiendra aussi notre attention, ainsi que les nouveaux collectifs « autonomes » créés dans la foulée de ce débrayage en partie « sauvage ». Nous terminerons par un bilan historique et théorique de la mouvance post-situationniste et appeliste québécoise, ainsi que par un « état des lieux » de cette mouvance au cours des dernières années.

Alors que la grève étudiante de 2005 avait mené à la création du collectif *Hors-d'Œuvre* et que celle de 2008 avait été un moment important pour le futur *Collectif de Débrayage* (cristallisé en 2013), les membres de ces deux groupes avaient maintenant pour dessein, début 2012, de jouer un rôle important dans le déroulement de la nouvelle grève qui se préparait.

La grève étudiante : usages et débordements

Durant l'année 2011, l'ensemble des grandes associations syndicales étudiantes du Québec se préparent en vue d'une grève au printemps 2012, qui a pour objectif de bloquer la décision de doubler les frais de scolarité (sur cinq ans) annoncée en mars 2011 par le gouvernement provincial (libéral) de Jean Charest. La plus combative de ces associations, *l'Association pour une solidarité syndicale étudiante* (ASSÉ, 2001-2019), appelle à des actions dès l'automne 2011 et met en place une coalition (Coalition large de l'ASSÉ,

CLASSE). Des militant.es anarchistes et appelistes proches de l'ASSÉ s'installent par ailleurs dans un local qui doit servir de « quartier général » durant la grève. La Maison de la Grève deviendra rapidement un haut lieu d'organisation pour les « paras-assésistes » les plus radicaux.ales, anarchistes et appelistes. En effet, l'ASSÉ, depuis sa création par des militant.es anticapitalistes, est très poreuse aux idées anarchistes et révolutionnaires (elle naît dans la foulée du contre-sommet de Québec de 2001). On trouve, tant dans sa direction que dans l'équipe de rédaction de son journal, des militant.es d'extrême gauche (alors que son équipe de communication est nettement plus réformiste). Les militant.es radicaux.ales sont donc en mesure d'influencer cette association de l'intérieur comme de l'extérieur, par diverses stratégies de débordements théoriques et pratiques encouragées (notamment) depuis la *Maison de la Grève*.

Ce lieu, entre autres animé par des membres du Collectif de Débrayage, aura une importance marquée dans la diffusion des idées autonomes au printemps 2012. L'endroit se veut à la fois un espace de rencontre et d'organisation, de diffusion idéologique et de planification logistique ; un lieu depuis lequel intervenir dans la grève et y participer sans entrave institutionnelle. « On a donc pensé ouvrir une Maison de la Grève. Il fallait qu'existe un lieu hors des universités et des AG. On a vite trouvé un local en plein centre, tout près de l'UQAM et du square Berri, avec une grande pièce, une cuisine et une mezzanine. [...] La Maison de la Grève se voulait enfin le lieu d'un recul, d'un temps long qui permettrait de ne pas sombrer complètement dans une agitation tournant à vide. Avec les revirements constants de situation, on se sentait très vite dépassé par ce qui se passait. *La Maison de la Grève* devait répondre à ce besoin de prendre du temps dans l'urgence, pour discuter, réfléchir ensemble au sens de ce qui était en train de se passer et des manières possibles d'intervenir. » (On s'en câlisse, pages 74-75) Le lieu tente d'articuler présence et retrait, entre-soi et intervention publique. Il réussit sa mission dans la mesure où il sera le lieu d'organisation de plusieurs actions directes, infléchissant parfois le mouvement étudiant vers plus de radicalisme. Les idées et les modes d'action y sont débattus : anarchistes et appelistes s'y fréquentent, formant une nébuleuse qui aura certainement un rôle marquant à divers moments pendant et après la grève de 2012. Les fameuses manifestations nocturnes doivent beaucoup aux animateur.trices de ce lieu.

Or, la répression policière qui répond au mouvement de 2012 n'épargne pas la *Maison de la Grève*. Dès le mois de février 2012, cinq camarades n'ont plus le droit de fréquenter le lieu par ordre d'une cour de justice. Le 12 mars, suite à La nuit de la création, des policiers (utilisant comme prétexte la consommation d'alcool sur la voie publique) arrêtent de nombreux militant.es devant le local, avant de fouiller le lieu (pour amasser des preuves ?). Suite à cette intervention policière, la *Maison de la Grève* devient un lieu en constante surveillance, ce qui entraîne une certaine désaffection jusqu'à sa fermeture à l'été. Ce n'est qu'avec leur investissement d'un autre local à partir de 2013, *La Passe* (ouverte en novembre 2012), que les appelistes et autonomes retrouveront peu à peu un « quartier général » à Montréal.

La participation appeliste à la grève de 2012 se cristallise dans des actions qui débordent le calendrier et la méthode des organisations syndicales. Dans le récit et la pratique de la grève, ce sont les moments émeutiers et le décroisement du sujet étudiant qui comptent le plus pour les appelistes. Une suite d'événements de haute intensité innerve cette « grève appeliste » : manifestation opposée à la brutalité policière le 15 mars, manifestation contre le Plan Nord le 20 avril, bataille de Victoriaville le 4 mai, fumigènes lancés dans le métro de Montréal le 10 mai et finalement la manifestation contre le Grand Prix de Formule 1 le 9 juin. Cette trame d'actions confrontant ouvertement l'État constitue pour les appelistes l'histoire de 2012 (que la présence appeliste ait été déterminante ou pas lors de ces actions), tandis que la planification stratégique, l'organisation de ma-

nifestations pacifistes ou les négociations servent simplement de trame de fond à cette « histoire insurgée ».

Après la fin de la grève de 2012, alors que s’amorce leur installation à La Passe, les membres du *Collectif de Débrayage* se mettent à l’analyse de la grève avec l’ouvrage intitulé *On s’en câlisse*, qui deviendra leur travail le plus achevé.

Un récit appeliste de la grève, une proposition conceptuelle

À l’automne 2013 a lieu le lancement de *On s’en câlisse*. Histoire profane de la grève (printemps 2012, Québec). Dans ce livre, il s’agit de produire une histoire de la grève qui rende visibles certaines pratiques minoritaires et d’offrir une théorisation de celles-ci en vue de poser un socle théorico-pratique à de telles actions, compositions et dynamiques (appelistes) dans un avenir proche. Autrement dit, il faut écrire une certaine histoire qui deviendra un outil pour les appelistes (comme pour un plus large réseau) dans les grèves futures, et non produire un « récit objectif » dans une perspective syndicaliste, marxiste, etc. Cette histoire se concentre sur la puissance (anonyme) du faire-grève, comme axiome de la grève de 2012, ou du moins de ses moments réellement déterminants. Au-delà du témoignage, c’est une volonté de théorisation qui anime l’ouvrage : il faut poser les bases d’une théorie révolutionnaire originale et située dans l’époque actuelle, redevable aux post-situationnistes comme aux post-structuralistes. Cette volonté est rapidement posée : « Il s’agit tout d’abord de dessiner le paysage dans lequel s’est déroulé le printemps, paysage non seulement symbolique, psychologique et institutionnel, mais également physique et urbanistique. Sans oublier le fond sourd des luttes recouvertes sous des décennies de conjuration. [...] De cette analyse de l’état bloqué du Québec pré-grève découle une théorie susceptible d’en montrer à la fois la particularité et l’exemplarité, effort paradoxal où des singularités rigoureusement quelconques deviennent partageables dans une multitude d’autres situations. Car ce n’est qu’en raison de sa contingence que la spécificité québécoise peut faire écho aux autres. » (page 19)

Il est important de noter cette volonté théorique, alors que *Hors-d’Œuvre*, autre collectif post-situationniste marquant de l’époque, semble se focaliser à ce moment-là sur la critique de la récupération institutionnelle et réformiste de la grève (par la production de courts-métrages notamment). Il faut dire qu’à ce moment, la rupture est bien consommée entre les deux tendances représentées par ces deux groupes : les « débrayistes » se lancent résolument dans la production théorique appeliste tandis que *Hors-d’Œuvre* assume sa position marxiste critique. Ce recentrement marxiste l’éloigne ainsi de manière définitive de la nébuleuse post-situationniste, appeliste et autonome après 2012.

La théorie du *Collectif de Débrayage* se fonde sur l’idée que le Québec est un « lieu quelconque » du capitalisme tardif. Les éléments mêmes de notre société qui contribuent au blocage symbolique et à l’absence de détermination au Québec produisent la « singularité quelconque » de ce lieu, ce qui permettrait d’expliquer la tendance au « métissage » de plusieurs traditions dans la grève. Par contre, cet avantage issu de ce que le collectif qualifie d’insignifiance ne règle pas tous les problèmes. À l’image de plusieurs autres économies du capitalisme avancé, la gouvernance par la dette (globalement) et le réformisme du syndicalisme étudiant (en ce qui concerne ce milieu) demeurent des problèmes majeurs. Entre cette « singularité quelconque » et les structures sociales de contrôle, il y aura la grève de 2012 et ses innovations. C’est de ce temps dense que le *Collectif de*

Débrayage parle le plus et duquel il tire le cœur de sa théorie, voyant les innovations pratiques et les chamboulements qu'elle dévoile comme autant de possibilités réactivables.

Les réflexions sur l'anonymat comme politique et comme tactique – nous sommes tou.tes « Steve » –, la tactique des « Light bloc » afin de confondre les policiers, mais aussi le mouvement des casseroles, servent de référents pour une nouvelle manière d'agir qui a comme horizon « le retrait offensif » du monde de la production. Ainsi, la stratégie d'appui au mouvement, incarnée par les démonstrations de bruit (grâce aux casseroles) dans un moment de dure répression, est pensée comme une possibilité de débordement populaire de la grève, la création d'un autre plan de consistance. Par ce geste de solidarité, il devient possible d'envisager un élargissement (politique et pratique) de la grève. C'est ici qu'intervient l'idée du devenir-plèbe des grévistes étudiant.es lors du mouvement des casseroles, devenir-plèbe qui est aussi celui des protagonistes bruyant.es et solidaires. Autre idée soulevée dans le cadre de cette théorie du devenir-plèbe (collectif) : l'identification au signifiant (le gréviste étudiant.e devient un « carré rouge ») qui renforce l'anonymat et la cohésion du « corps social » en lutte. Ces analyses préfigurent, drôlement, celles que le site appeliste français *Lundi.am* proposera du mouvement des « gilets jaunes » en 2018-2019.

Le *Collectif* offre donc une théorie de la grève comme rupture (partielle) avec le monde oppressif. Ce moment permet une distension socio-politique ; il agit dans les corps et les personnes comme il est « agit par ses agent.es ». Ce processus de faire-grève permet un déploiement fluide et non immédiatement captable de révoltes, d'expériences, d'actions, qui transforment les agent.es et permet, en temps réel, le développement d'une nouvelle éthique plus sensible. L'expérience immanente, la communisation et le devenir-plèbe intensifient le moment du faire-grève tout en l'élargissant objectivement. Ce déploiement, s'il peut certes être stoppé par le pouvoir, n'en forme pas moins toujours une expérience de surpuissance pour les mouvements et les personnes impliquées. Reste que cette puissance dynamique du faire-grève ne doit pas être captée par l'ennemi, mais plutôt rejouée dans une nouvelle séquence de faire-grève, ou bien dans un « *faire-grève* quotidien », jusqu'à ce que cette « énergie de l'interruption » mène à la désactivation des appareils de capture eux-mêmes.

On s'en câlisse se conclut pourtant par un paradoxe : la grève comme « lieu exceptionnel » ne semble pas avoir eu d'autres conséquences directes que l'annulation de la hausse des frais de scolarité, en vertu même de sa récupération lors de l'élection du *Parti Québécois* en septembre 2012. Pour le *Collectif*, il ne faut pas (aux deux sens du terme : descriptif et impératif) voir cet instant comme un épiphénomène : « Si la grève est devenue un souvenir, une image qui hante les esprits, elle ne se décline pas pour autant au passé simple. Car elle est devenue un nouveau point de départ, une nouvelle origine, point focal d'une séquence imprévisible. Objet de réclamations, d'interprétations, de révisions et de regrets, la grève de 2012 sera marquée comme un moment fondamental. D'où la nécessité de ne pas laisser glisser entre nos doigts cette image déterminante pour les temps à venir et pour ne pas en confier le monopole aux lectures unitaires et consensualistes, en passe de provoquer une vraie nausée, un trop-plein de printemps érable. » (page 280)

Avec ce livre, le mouvement appeliste tente de subsumer ses efforts durant la grève en une théorie qui pourra se vérifier et se pratiquer dans le futur. L'appelisme cherche ainsi à souligner son importance dans la grève – qu'on ne saurait qualifier de déterminante malgré son intérêt – ainsi que de s'inscrire à un niveau théorique supérieur. La volonté d'asseoir sa crédibilité (par sa propre mise en récit) et au même moment de confirmer celle-ci par une théorisation, dans le but d'influencer plus profondément les mouvements sociaux et révolutionnaires au Québec, forment la dynamique en amont et

en aval du livre. Grâce à son « livre d'histoires », le *Collectif* a tenté un rebrassage des références militantes habituelles. Même aujourd'hui, il est difficile de jauger l'originalité des thèses « débrayistes ». Ce qui est certain, c'est que le *Collectif de Débrayage*, notamment grâce à *On s'en câlisse*, s'est taillé une place importante dans le mouvement révolutionnaire québécois, devenant un lieu de passage entre les idées post-situationnistes et post-structuralistes françaises et les mouvements radicaux québécois, puis s'affirmant comme le groupe appeliste qui a su faire, au moment crucial de la grève étudiante de 2012, la jonction entre une première et une deuxième phase de l'appelisme au Québec. Le Collectif a par ailleurs offert aux nouvelles et nouveaux militant.es, initié.es à l'appelisme durant la grève de 2012, des éléments théoriques qui restent influents à ce jour, comme le démontre de nombreux articles du site *Contrepoints.media* (lancé à l'automne 2019).

Certaines analyses historiques du groupe survivent moins bien à l'épreuve du temps, dont celle de la « singularité quelconque » du Québec, modifiée par le travail historiographique effectué par le collectif appeliste *Anarchives*, qui a rappelé certains facteurs particuliers au Québec comme la question nationale ou encore le rôle des syndicats dans la fonction publique. Il n'en reste pas moins que le *Collectif de Débrayage* a eu une influence théorique et pratique dans le mouvement autonome. Cet aspect « pratique », qui ne doit pas être seulement entendu comme pratique politique, mais aussi (surtout ?) comme pratique existentielle, fait d'ailleurs de plus en plus sentir son influence. En effet, autour de 2012, le milieu appeliste consacre beaucoup de temps, de réflexions et d'efforts à renouveler les modes de vie, les rapports aux autres et les pratiques communes. Dans le privé et le personnel autant que dans l'action politique, la nécessité d'une éthique des affects et l'horizon d'une communisation s'imposent. S'il faut faire un (multiple) dans le faire-grève, il le faut aussi dans l'existence : l'horizon du « retrait offensif » comme sortie du monde atomisé en est bien sûr un de communisation. Ces conceptions du vivre-ensemble, de la communisation et de la commune s'imposent maintenant dans plusieurs milieux, ceux justement identifiés comme appelistes.

Après la grève : se (re)constituer

À l'été 2012, un camarade commence à fréquenter un lieu jusqu'alors sans lien avec les milieux radicaux : la Médiathèque Gaëtan Dostie. Située au 1214 rue de la Montagne, en plein centre-ville de Montréal, celle-ci rassemble une des plus grandes collections privées concernant l'histoire québécoise et la littérature d'ici. L'immeuble qui l'abrite, grande maison bourgeoise de la seconde moitié du XIX^e siècle, est assez spacieux pour accueillir plus de 50 000 documents de la collection, tout en laissant encore disponibles plusieurs espaces, dont une salle de réception et de spectacle. À l'hiver 2012-2013, un projet de librairie située dans la Médiathèque voit le jour : c'est la naissance de La Passe (2012-2016). Ce lieu aux nombreuses possibilités est peu à peu investi par toute une nébuleuse d'amateur.trices de littérature, de passionné.es d'histoire et de révolté.es en tous genres, dont plusieurs membres du *Collectif de Débrayage*. Durant plusieurs années, et sans se limiter à cette fonction, *La Passe* deviendra un lieu de rencontres, d'événements, de productions et de diffusion appeliste.

Le site appeliste *Littor.al* (né dans la foulée de la grève étudiante de 2015, nous y reviendrons) témoigne de l'esprit du lieu : « Ses contours flous, son caractère bigarré et mouvant appartiennent à son essence même, qui est de se risquer dans le rassemblement de l'hétéroclite et les paris les plus improbables ; dont le plus important est sans doute

de tenir au caractère indissociable de ce qu'on appelle l'art et le politique. » (*De La Passe à l'Impasse*, 2018) Les activités qui s'y déroulent induisent (au moins) deux dynamiques pour le milieu : une convergence passionnée entre divers milieux artistiques et les milieux radicaux (surtout appelistes), et la rencontre marquante avec l'histoire littéraire et politique québécoise en raison de la présence de Gaëtan Dostie et de sa collection.

Les activités de *La Passe* relevant de la première dynamique entre art et politique sont les plus nombreuses, les plus courues et certainement (à l'époque) les plus influentes. *La Passe* devient rapidement un lieu de rencontre pour les musicien.nes underground comme pour les auteur.trices de la marge. De très nombreux spectacles y ont lieu, dont la série des Mardi tout croche ; on y organise aussi des cycles de conférences et d'ateliers-discussions (littéraires, étudiantes ou militantes) et des lancements de revues (Vendencres), d'albums ou de livres, dont *Fuck Toute*, le second ouvrage du *Collectif de Débrayage*. Durant toute la durée de *La Passe*, un atelier d'impression occupe aussi le sous-sol du bâtiment qui fait une véritable jonction entre toutes celles et ceux qui fréquentent le lieu ; tout le milieu militant ayant besoin d'affiches, tracts, livres ou autres précieux imprimés ! Une chambre noire est installée, la maison d'édition anarchiste *Sabotart* s'y établit, sans oublier la librairie qui demeure au centre de *La Passe*.

Ces deux pôles – l'atelier de presse et la librairie – sont bien à l'image du lieu qui se veut un centre où se rencontrent art, littérature et politique. L'impression « pirate » de centaines de copies du livre *À nos amis* (édition originale en 2014, puis impression québécoise en 2015) et la diffusion massive, souvent gratuite, du livre incarnent la jonction entre l'art et la politique... appeliste. En effet, *À nos amis*, second livre du Comité Invisible (en activité depuis 2007) est possiblement le livre le plus important de l'histoire de l'appelisme, suivant les deux revues fondatrices de *Tiqqun* (1999 et 2001). L'imprimer et le diffuser massivement est un acte clair d'affirmation de cette tendance, a fortiori à l'orée de la grève étudiante de 2015, que plusieurs – pas seulement les appelistes – essaieront de transformer en grève sociale. Comme de fait, l'impression pirate québécoise du livre est omniprésente durant la grève du printemps 2015, grève exsangue comparée à celle de 2012, mais plus radicale par son horizon.

La seconde de ces dynamiques se cristallise dans la création du collectif *Anarchives* (2013-2019), qui se consacre au travail archivistique et historique dans une perspective deleuzienne et révolutionnaire. Le groupe, composé de militant.es appelistes des années 2000 et 2010, relit l'histoire québécoise à l'aune de ses réflexions philosophiques et politiques, post-structuralistes, post-situationnistes et appelistes. L'histoire devient un nouvel outil de production de récits, pour forger les imaginaires et pour informer le présent ; les documents sont à la fois des traces comme des objets contemporains, à utiliser tel quel, sinon à détourner. Au fil de plusieurs expositions, le collectif tente ainsi d'infléchir la perception de l'histoire québécoise (généralement nationaliste) pour que de nouveaux récits modifient eux-mêmes les réflexions et les actions présentes. *Anarchives* s'est donc voulu le grand détour par le passé des milieux appelistes, qui gagnèrent de fait en profondeur historique, quoique se jouant un peu de l'histoire.

Malheureusement, l'aventure de *La Passe* finit en queue de poisson. En raison de la situation du lieu, en plein centre-ville, le propriétaire du bâtiment veut évincer la Médiathèque. La *Commission Scolaire de Montréal* (CSDM), bien que ne pouvant évincer cet organisme à but non lucratif, « découvre » soudainement que le bâtiment est contaminé, ce qui permet de chasser ses occupant.es à l'automne 2016. Certain.es membres de *La Passe* déménagent en 2017 dans un nouveau local, l'Église Saint-Enfant-de-Jésus au coin des rues Laurier et Saint-Laurent, toujours en compagnie de la Médiathèque Gaëtan Dostie. L'ambiance n'y est pourtant plus la même, le lieu redevenant grosso modo une

collection certes remarquable, mais peu vivante. Les forces vives de l'appelisme quittent ce lieu pour ne plus y revenir.

2015 : faire la grève sociale

Suivant l'élection du gouvernement provincial majoritaire de Philippe Couillard en avril 2014, les milieux radicaux sentent rapidement qu'ils seront en mesure de mobiliser la jeunesse militante. En effet, grâce à l'expérience acquise lors des grèves étudiantes de 2005, 2008 et 2012 ainsi qu'au contexte politique lié à l'élection d'un gouvernement libéral au discours résolument austéritaire, la conjoncture semble favorable pour la lutte sociale. Les milieux radicaux, notamment anarchistes, développent alors la stratégie suivante : profitant de leurs liens organiques avec l'ASSÉ, les militant.es auront comme but de provoquer une grève étudiante au printemps 2015 ; cette grève devra porter sur des enjeux (relativement) spécifiques pour ensuite se transformer en grève sociale. Afin que ce programme se réalise, la mobilisation est lancée dans le mouvement étudiant ainsi que dans différents secteurs de la société affectés par les mesures d'austérité (dont le système de santé). Les appelistes participent à l'organisation de la grève et à la mobilisation étudiante, tout en produisant, de puis *La Passe*, un discours et des imprimés pour la mobilisation. C'est dans ce domaine discursif que les appelistes se démarqueront le plus ; en effet, s'il.les participent à l'organisation des manifestations et aux affrontements divers, cela ne les distingue pas des anarchistes, des militant.es étudiant.es, voire des marxistes révolutionnaires. De plus, en 2015, le discours élaboré par les appelistes se distingue par une diffusion plus importante que durant la grève de 2012.

Les appelistes prennent également une place organisationnelle plus marquée dans la grève de 2015, grâce à sa structure décentralisée. Leur participation aux comités « Printemps 2015 » qui organisent la grève ainsi que leur présence dans les nombreuses manifestations est plus importante qu'en 2012. Cependant, la lecture qu'il.les font des deux grèves reste la même : on souligne le rôle des manifestations nocturnes, l'occupation de l'UQAM le 8 avril 2015 et la violence de la manifestation du 1er Mai cette année-là comme épisodes déterminants au centre du récit appeliste. Par ailleurs, la présence des appelistes dans cette grève ne s'est pas singularisée par une pratique distincte ou des lignes stratégiques propres ; leurs luttes contre les forces réformistes et l'État québécois ont été menées de concert avec les anarchistes. Cette grève est marquée par la création d'un plan de consistance comprenant plusieurs tendances visant à dépasser le réformisme syndical. Ce rapprochement des deux tendances radicales est cependant peu apparent dans les deux médias appelistes nés durant cette période (*Hōs mē* et *Littor.al*) et dans la publication du livre-bilan post-grève du *Collectif de Débrayage, Fuck Toute* (paru en 2016).

Le journal de mobilisation *Hōs mē* est lancé en novembre 2014 à l'initiative de militant.es appelistes fréquentant *La Passe* ; il se donne pour objectif d'informer sur les luttes en cours afin de lier celles-ci (il se proclame « bulletin de liaison »). Son titre est un programme en soi, référant au retrait offensif du faire-grève : « HŌS MĒ, c'est-à-dire comme non [en grec ancien], l'étudiant comme non étudiant, la travailleuse comme non travailleuse. Un tenseur interne qui fait jouer la condition contre elle-même dans la lutte. C'est par là que nous pouvons saisir toute l'importance qu'il nous faut accorder à la vie commune qui surgit dans nos luttes, dans le mouvement et dans nos rencontres. » (no. 1, novembre 2014) Au départ une initiative appeliste, le journal se lie immédiatement avec les comités « Printemps 2015 », unités de mobilisation choisies par les organisateur.trices de la grève en milieux étudiants et de travail. Plusieurs réflexions alimentent le journal,

visant à la constitution de forces autonomes, mais non séparées de leur milieu d'origine. Les récits historiques présents dans chaque numéro témoignent du déplacement de la réflexion appeliste, moins francocentrée et se référant de plus en plus aux récits historiques québécois : ces témoignages du passé se présentent comme des possibilités de luttes réactivables.

Le troisième et dernier numéro (mars 2015) présente aussi deux axiomatiques politiques qui deviendront de plus en plus importantes pour l'extrême gauche et dans les milieux appelistes québécois : les enjeux féministes et de genre, ainsi que les luttes autochtones, notamment contre l'extractivisme. Si les enjeux de genre étaient présents dans le journal *De l'ostie de marde* (2007-2008) et que la revue *Lieu Commun* (2011) soulignait le caractère colonial du Québec, ces enjeux n'y étaient pas mis de l'avant ; ce n'est qu'après 2015 qu'ils seront au cœur des réflexions et pratiques politiques appelistes d'ici.

Le second média créé dans la foulée de la grève de 2015 est le site internet *Littor.al* (2015-2018). Inspiré par le site appeliste français *Lundi.am* (lancé en 2014), *Littor.al* se veut une plateforme appeliste collaborative où les différentes personnes et collectifs de la mouvance québécoise diffusent leurs textes. Certains textes français et américains y sont aussi republiés. Durant ses premiers mois d'existence, le site sert quasi exclusivement à relayer les réflexions sur la grève en cours avec la publication de récits produits presque en temps réel. En effet, pour chaque semaine de grève, le *Collectif de Débrayage* produit un récit (On s'en contre-câlisse...) dans les jours suivants. Cette narration sur le vif influence l'autoperception des grévistes et de leur mouvement, participant ainsi d'un certain mythe autoréalisateur du soi performant la grève sociale. Dit autrement : le mouvement se sent puissant en se mirant dans son image de puissance, image offerte par le Collectif de Débrayage. Plusieurs textes théoriques sont aussi publiés sur le site offrant des réflexions sur l'histoire des idées, la vie austère, l'extractivisme ou encore le devenir-meute, nouvelle variante du devenir-plèbe de 2012 en adéquation avec la figure du loup choisi comme symbole de la grève de 2015. On y trouve encore quelques polémiques avec les tendances réformistes et sociales-démocrates du mouvement étudiant (dont une réponse plutôt musclée visant le militant Jonathan Durand Folco, qui véhiculait lui-même un discours opposé au « radicalisme » de la grève). Enfin, plusieurs articles essaient de trouver une voie de passage entre l'organisation affinitaire chère aux anarchistes et l'organisation représentative, propre à la politique classique (notamment étudiante).

Suivant la fin de la grève en mai 2015, le site *Littor.al* s'oriente vers des réflexions générales sur la politique québécoise, demeurant ancré dans l'appelisme. On voit aussi s'y déployer des liens entre milieux artistiques et politiques radicaux, à l'image de ce qui se déroule à La Passe. Les collaborations internationales, entre autres avec des groupes américains, deviennent plus présentes durant les années 2016-2017. La fin de *La Passe* et d'une certaine configuration appeliste portée par les grèves étudiantes de 2012 et 2015 auront pourtant raison du projet.

La grève de 2015 connaît elle aussi une fin abrupte. Alors que la grève étudiante subit une répression massive de la part du gouvernement, de la police et des directions universitaires, l'élargissement du mouvement à la société ne se réalise pas. La grève sociale attendue, malgré certaines alliances, certains débrayages et des actions communes entre étudiant.es et travailleur.euses, n'advient pas. Il faut dire que les grandes centrales syndicales s'opposent à ce mouvement de grève qu'elles considèrent comme prématuré, au début du mandat d'un gouvernement majoritaire qui n'a donc pas la pression d'élections prochaines. Cela s'est avéré un très mauvais calcul de la part des syndicats : le gouvernement Couillard imposera son programme néolibéral et centralisateur sans vergogne, affectant jusqu'à nos jours les conditions de vie de millions de travailleur.euses. L'ASSÉ, qui avait participé sans enthousiasme à la grève en mars et avril, décide en mai de sabor-

der le mouvement et appelle (sans prévenir les comités d'organisation autonomes) ses membres à ne pas reconduire celle-ci. La grève étudiante prend donc fin avant la mi-mai 2015. Mal en prit aussi à cette organisation qui entretenait des liens organiques avec les milieux radicaux depuis sa création en 2001 ; perçue dès lors comme traîtresse et corporatiste, elle sera combattue par les tendances anarchistes et radicales du mouvement étudiant jusqu'à sa dissolution officielle en 2019, alors qu'elle n'est plus que l'ombre d'elle-même.

Des grèves, des lieux, des actions qui laissent des traces

Les années 2012-2016 ont été les plus importantes pour le mouvement post-situationniste et appeliste au Québec, particulièrement pour ce dernier. Impliqué dans les grèves étudiantes de 2012 et 2015, installé dans un immeuble au centre-ville de Montréal, produisant journaux et livres, l'appelisme connaît alors une véritable assomption, du moins dans les milieux d'extrême gauche et étudiants. Ce dynamisme a laissé de nombreuses traces, parfois aux marges du politique, qui ne peuvent être dissociées de l'activité plus traditionnelle de cette mouvance.

Le groupe d'action en cinéma *Épopée*, déjà présent dans les rues du Centre-Sud de Montréal grâce à son projet portant sur le travail du sexe de rue masculin entre 2005 et 2011, s'attelle à filmer les actions de certaines franges radicales (insurrectionnalistes, anarchistes et appelistes) durant les deux grèves étudiantes de 2012 et 2015. Au cours de ces grèves, le collectif *Épopée* participe aux manifestations tout en documentant les actions directes et les émeutes. Le collectif se rapproche de fait des autres participant.es à ces actions, anarchistes et appelistes (qui deviennent en quelque sorte indistinct.es dans l'action). Le collectif, bien que composé principalement de travailleur.euses en cinéma, produit dans ce contexte un tract, *Nous la forêt - Insurgence* (2012), sorte de mosaïque des sensibilités et des ambiances lors des émeutes, une œuvre marquée par l'appelisme. On y lit : « Vertige de l'absolue proximité. Utopie d'une présence sensible immédiatement réalisée. Tout est à nous. [...] Se tenir. Debout. Se maintenir. Syntoniser l'énergie du négatif. Frémir de toute sa verticalité. Ton âme, ce présent à instaurer à même le capital et sa temporalité névrotique. Capter la fréquence du commun sensible. Creuser le temps qu'ils divisent et nous dérobent. [...] Leurs ponctions judiciaires dans la force vive ; chaque jour de nouvelles pousses dans le vide du ravage. Nous et personne : la forêt » (texte complet en ligne).

Désormais en lien avec les milieux radicaux, le collectif *Épopée* produit trois œuvres cinématographiques : *Insurgence* (2013), *Rupture* (2016) et *Contrepoint* (2016), qui documentent les grèves, les manifestations, la violence policière, les sensibilités des participant.es, avec un intérêt marqué pour les corps en action, les ambiances, les dynamiques et l'éthique constitutive des milieux insurrectionnels. Le collectif, aux membres anonymes, défend une forme d'opacité - pour lui-même et le mouvement appeliste auquel il est lié - et une approche immanentiste dans sa manière même de documenter. En filmant l'événement de biais, en ne narrant pas et en refusant la personnalisation par la multiplication des sujets (foule ou très nombreux.euses protagonistes interviewé.es), *Épopée* s'attaque à la mise en récit réifiante et nostalgique des grèves passées, bien qu'il en soit un témoin privilégié. Les installations artistiques et des conférences (souvent sans les membres du collectif) favorisent aussi une mise en commun et une (ré)appropriation par les militant.es des images et de la parole recueillies. Le collectif disparaît peu après

avoir présenté *Fraction à la Cinémathèque québécoise* (2016), une installation composée des trois œuvres cinématographiques nommées ci-dessus.

Autre exemple de l'ébullition appeliste de ces années : plusieurs livres publiés par la maison d'édition anarchiste *Sabotart* font écho à l'appelisme. Outre les livres du *Collectif de Débrayage*, on trouve notamment à son catalogue l'ouvrage *Trace-Déprises* (2014), du collectif *Quelques Parts*. L'ouvrage se veut une réflexion sur le rapport dynamique entre art et politique, sans confondre l'un et l'autre : « Nous ne croyons pas que l'action artistique doive ou puisse se substituer à son pendant politique. En ce sens, nous entrevoyons notre démarche artistique comme une série de gestes, politiques en tant que tels, mais relevant aussi d'un autre plan, d'une autre modalité. [...] L'art ne sauvera pas le politique ; nous croyons au contraire qu'il entretient avec lui un rapport paradoxal. » (page 21) L'ouvrage élabore une réflexion sur la possibilité de déprise par rapport au monde dominant ainsi qu'aux affects qu'il cause. Il oppose à l'individualisme généré par le libéralisme existentiel (un concept tout droit sorti de *l'Appel*, 2003, à l'origine du mouvement éponyme) la possibilité de désertier dans les interstices du monde capitalisé, notion rappelant la grève humaine ou le faire-grève. Ainsi, un éditeur anarchiste devient lui aussi poreux aux idées et réalisations appelistes dans les années 2013-2016 : il faut dire qu'il était alors lui-même logé à *La Passe* !

La distribution de poèmes dans les manifestations en 2012 (*Cache-cou* et *Fermaille*) rappelle aussi une certaine éthique post-situationniste et appeliste, qui associe art et politique, sensibilité et action directe. Durant la grève de 2015, la même pratique se poursuit, avec entre autres *Volte*, une publication reprenant directement les thèmes appelistes. On peut lire dans son édition du 21 mars 2015 : « Car la politique m'est toujours apparue comme un espace de rencontres où s'associent, se fracturent, se transforment les perspectives divergentes pour l'accès à une vérité plus éclairée sur les nécessités d'une communauté. Or, le temps semble avoir été écarté du processus politique, réduit à une suite d'équations immédiates pour des résultats appliqués avec plus ou moins de presse [...] avec cette frénésie qu'on reconnaît à celui qui accumule dans sa cave cannages et sacs de patates sous la rumeur d'une catastrophe à venir. » À ces publications éphémères s'ajoutent les nombreuses affiches aux thèmes appelistes sorties de *La Passe* et qui se voient partout lors de la grève de 2015... dont l'affiche figurant sur la couverture de *Fuck Toute*.

En somme, en cinéma, dans l'art, la littérature, la poésie, l'affiche, les thèmes et l'esthétique appelistes percolent (avec plus ou moins d'heurs, il est vrai). L'éthique immanentiste et sensible se prête bien à cet état de rencontre et d'assomption entre l'art et la politique, la vie présente et le devenir, le commun vécu et celui souhaité. Ce présentisme au monde donné, cette attention à la création artistique, aux corps et aux mouvements, s'incarne parfaitement durant la grève de 2015. Il préfigure d'ailleurs l'appelisme que nous connaissons aujourd'hui, focalisé sur l'éthique, la sensibilité et la communauté d'un côté, et les luttes de solidarité de l'autre.

Se rencontrer autrement

Un des traits significatifs de l'appelisme a toujours été le développement d'un être-au-monde collectif en rupture de ban avec les normes établies, particulièrement l'individualisme libéral. De fait, le mouvement appeliste s'est toujours configuré autour d'appartements et de lieux collectifs, liant le personnel et le politique dans la recherche d'une nouvelle éthique de vie communisée. Cette pratique du commun au présent, dans la vie quotidienne ou dans l'émeute, est d'ailleurs perçue comme garante d'un advenir-autre

de la lutte et du monde. Dans la continuité de ces pratiques, les appelistes québécois.es cherchent sans cesse de nouvelles manières de se rencontrer. À partir de 2012, une de ces formes sera le campement estival, privé ou semi-privé, afin de socialiser et de réfléchir en commun la politique.

Deux camps en particulier, en 2013 et 2015, marquent le milieu appeliste. Le premier, le Lac-à-l'épaule, fait suite à la grève de 2012 et permet de faire un bilan pour le milieu de l'appelisme québécois. Le second, l'Appel de l'Est, est plus ouvert et cherche à opérer une (re)mobilisation suivant la grève du printemps 2015. Il se présente ainsi : « Relayé par Printemps 2015, l'Appel de l'Est vise un tel débordement dans la période estivale, où s'échouent trop souvent les grèves hélas, en déplaçant la lutte à même l'itinéraire des vacanciers : leur transformation du monde en dépotoir ne connaît pas de vacances ; saisissons les nôtres comme occasion de résister joyeusement. » L'Appel de l'Est est un succès avec plus de 200 participant.es aux rencontres et ateliers-discussions qui abordent des thèmes appelistes, écologistes, décoloniaux et les enjeux de la vie étudiante.

La forme du camp estival se transforme au cours des années suivantes, faisant place à des campements mixtes de résistance et de rencontre, comme avec le Camp de la rivière en Gaspésie. Ce campement, créé en appui au blocage d'un puits de forage pétrolier près de Gaspé, devient en 2017 et 2018 un lieu d'agrégation et d'organisation écologique et décolonial, permettant la rencontre avec des personnes Mi'kmaq représentant les souverainetés traditionnelles de la Gaspésie et des Maritimes. Ce camp a aussi été l'occasion d'une convergence élargie entre militant.es allochtones et autochtones. Cette forme d'occupation aux objectifs multiples – bloquer un projet extractiviste et établir un milieu de rencontre, voire de vie – s'est trouvée inspirée tant par la réclamation des terres indigènes des zapatistes du Mexique que la pratique appeliste des Zones à Défendre (ZAD), populaire en Europe, surtout en France et en Italie. Les militant.es du Camp de la rivière ont vite pris conscience que, dans un contexte de colonialisme de peuplement, leur occupation ne pouvait se faire sans l'accord et l'appui de la communauté Mi'kmaq. Ainsi, une frange de l'appelisme québécois s'est en quelque sorte dissoute dans une perspective décoloniale. Il est intéressant de noter que ces positions décoloniales, tenues (entre autres) par des personnes liées à l'appelisme, se sont souvent heurtées aux écologistes du Camp de la rivière liés au mouvement nationaliste québécois.

Reconfigurations : 2016-2019

Au cours des dernières années, une reconfiguration a mené à de nouveaux projets ainsi qu'à de nouveaux collectifs. Incarnant la tension entre décolonisation (marquée par les alliances avec les Premières Nations) et l'appelisme français et américain (quant aux perspectives éthiques et immanentistes), les *Comités de défense et de décolonisation des territoires* (CDDT) ont mené diverses actions en solidarité avec les Premiers peuples tout en publiant ponctuellement un magazine. Ces comités, visant à reconfigurer les luttes de solidarité avec les peuples autochtones, à lutter contre les projets écocidaires et à radicaliser les luttes écologiques, connaissent depuis un certain succès. Les perspectives de renouveau des liens avec les peuples autochtones, de transformation des rapports avec les territoires et de nouvelles formes de vie font écho à plusieurs thèmes dont nous avons traité tout en y injectant des idées nouvelles tirées de la fréquentation des militant.es autochtones.

Également, les militantes appelistes s'organisent plus souvent en groupes non mixtes et développent des pratiques autonomes. Cette inflexion est bien visible dès le texte *Aux sources sourdes de la puissance* publié sur *Littor.al* en 2015. Elle s'affirme avec le court-

métrage réalisé par les femmes du collectif *Épopée Chienne de nuit* (2016). Le livre *Petits morceaux de jeune homme*, publié chez *L'Oie de Cravan* en 2019, s'inspire quant à lui directement des idées appelistes, tout en critiquant le masculinisme de ce milieu et en dévoyant plusieurs de ses concepts devenus des clichés. Aussi, certaines personnes liées aux milieux appelistes participent à *Maillages*, un grand rassemblement en non-mixité choisie qui se déroule à l'été 2018 et a mené à la publication d'un ouvrage éponyme (autoédité, 2019).

Malgré le délitement et la disparition des groupes appelistes plus anciens (le *Collectif de Débrayage* disparaît en 2017; *Hors-d'Œuvre*, devenu plus marxiste que post-situationniste, cesse ses activités en 2018; *Anarchives* disparaît ensuite, ainsi que *Littor.al*) des liens internationaux se perpétuent (entre autres avec la France) ou s'établissent durant ces années troubles. Des militant.es québécois.es collaborent par exemple avec la commune new-yorkaise de Woodbine (en activité depuis 2013). Le texte *Nomos of the Earth* de ce collectif avait déjà été traduit et diffusé au Québec, entre autres sur le site *Littor.al*, en 2015. *Inhabit. Instructions for Autonomy* (2018), également écrit par le collectif de Woodbine, est diffusé au Québec puis traduit en français (2019). D'autres textes américains comme *Whitherburo. Applied Metaphysics* (2012) circulent au Québec et témoignent des liens entre les appelistes d'ici et d'ailleurs. Enfin, notons la présence de militant.es québécois.es dans la nouvelle revue internationale appeliste *Liaisons* (deux numéros parus depuis 2018).

Du côté des nouveaux collectifs, un moment d'ébullition particulière marque l'Université du Québec à Montréal (UQAM) en 2017 et 2018. Un nouveau collectif critique, *Temps Libre*, y est apparu en 2017. D'abord très marqué par le situationnisme et le post-situationnisme, il prend depuis 2018 un tournant marxiste assumé, influencé par la théorie de la communisation, comme en témoignent ses deux revues parues en 2019 et 2021. L'université voit aussi apparaître plusieurs autres collectifs (*Mondes ingouvernables*, *Dispositions*, *Lisières*) qui incarnent un appelisme renouvelé, focalisé autour d'un principe d'autonomie que l'on pourrait qualifier de « radicale ». Ces groupes affichent un discours résolument appeliste tout en effectuant un retour à l'Autonomie italienne, s'inspirent du *Collectif de Débrayage* et se réfèrent aux luttes en cours en Europe, au Rojava et au Chiapas. Refusant « la politique classique », ils s'intéressent avant tout à leurs propres communautés et à leur autonomie. Les thèmes véhiculés par leurs tracts et leurs brochures reprennent les « canons » de l'appelisme : les sensibilités vécues dans un monde perçu comme oppressant, la communisation, l'organisation affinitaire de la vie, les manières de « désertier », l'émeute ou encore la fête. Leurs projets se concentrent donc sur de nouvelles manières de vivre ici au présent, cherchant à faire de ces manières d'être au monde une nuisance pour le pouvoir et ses institutions. Les années 2017-2018 marquent ainsi le retour des fêtes appelistes et contestataires dans les murs de l'institution.

Depuis l'automne 2019, le monde post-situationniste et appeliste québécois se retrouve tout entier sur la plateforme *Contrepoints.media*. Celle-ci reprend dans une certaine mesure la perspective de *Littor.al*, tout en s'inspirant « du grand frère » français, *Lundi.am*. Presque tous les groupes appelistes, ainsi que quelques collectifs libertaires, y publient des textes ou y rediffusent leur travail. Les nouvelles sensibilités appelistes (autonomes et affinitaires) y sont prédominantes. Cette mouvance appeliste, souvent urbaine, se joint de plus en plus à des luttes de solidarité avec les peuples autochtones. En se liant à des militant.es autochtones, mais aussi féministes, queers, transgenres et racisé.es, la mouvance appeliste voit ses cadres transformés, préfigurant peut-être sa disparition prochaine, du moins dans sa forme franco-européenne : une dissolution pouvant donner lieu à une pratique et une théorisation des luttes plus situées.

Qu'est-ce qu'une histoire du post-situationnisme et de l'appelisme ? Une conclusion

L'histoire du post-situationnisme et de l'appelisme au Québec est une chose étrange, une chose partielle, une chose qu'on ne voudrait pas réifier, mais qu'on désire tout de même étudier. C'est d'abord une longue histoire française, celle du post-situationnisme, du post-structuralisme et d'une série de revues des années 1970 à 1990, telles que *Les Fossoyeurs du Vieux Monde*, *Os Cangaceiros* et *La bibliothèque des émeutes*. C'est aussi le récit des « années autonomes » puis de la revue *Tiqqun* (1999-2001). Pourquoi ? Parce que contrairement à l'anarchisme d'ici, fort d'une histoire québécoise et de liens internationaux multiples, l'appelisme est un mouvement récent, français, qui dans son prolongement québécois et américain, a été d'abord influencé par les théories et les pratiques françaises.

Une telle histoire raconte aussi l'arrivée discrète de cette mouvance au Québec, au début des années 2000, avec les difficultés pour documenter un mouvement qui se veut opaque. C'est ensuite le récit du conflit qui opposa les post-situationnistes du collectif *Hors-d'Œuvre* et l'équipe du journal *De l'ostie de marde* (devenu le *Collectif de Débrayage*) vers 2007-2011. C'est un amalgame de liens personnels et politiques qui lient appelistes, anarchistes et mouvement étudiant. Une histoire ponctuée de grèves, celles de 2005 et 2008, mais surtout celles de 2012 et 2015. C'est une histoire de lieux – l'important local de *La Passe* – de configurations, de collectivités, de liens parfois difficiles à percevoir, de pratiques publiques et de récits personnels. Une histoire portant sur des sensibilités qui se voulurent autres, et d'une trajectoire qui se veut du côté de l'éthique. C'est une histoire qui pourtant doit se faire principalement par les documents écrits et visuels, même si ces traces semblent souvent insuffisantes. Le mouvement s'est construit dans une volonté d'opacité : comment interroge-t-on les sans-visages ? Au détour, telle personne nous renseigne, telle autre nous met sur une voie, telle autre encore préfère nous envoyer paître. C'est une histoire qui, même si elle se présente d'emblée comme fragmentaire, ne plaît pas à tou.tes. C'est une histoire récente : les protagonistes sont bien vivant.es et encore concerné.es, si ce n'est encore de fervent.es militant.es appelistes. Enfin, c'est une histoire qui soulève forcément les passions, tant l'appelisme s'est voulu et se veut passionné et passionnel.

Ce récit impossible à « fixer », nous avons essayé de la faire au mieux. Nos camarades ne manqueront pas de nous corriger, mais ce n'est qu'en le faisant ensemble, quoique toujours de manière fragmentaire que nous pourrions en faire une histoire plus juste. Entre-temps, souhaitons que l'histoire récente de l'appelisme québécois serve d'outil pour un retour critique sur ce mouvement, afin d'en comprendre les bons coups comme les errements, et pour en tirer quelques enseignements. Puisque l'usage veut que le récit du passé forge le présent, espérons que celui-ci aura l'heur de nous offrir aujourd'hui une réflexion pertinente en vue de ce qui s'en vient.

Bibliothèque anarchiste

Archives révolutionnaires
Post-situationnisme et appelisme au Québec
Fragments 2004-2019
2019

Extrait le 21 juillet 2026 de <archivesrevolutionnaires.com/2020/10/07/post-situationnisme-et-appelisme-au-quebec-fragments-2004-2019-partie-i/> et de <archivesrevolutionnaires.com/2021/03/20/post-situationnisme-et-appelisme-au-quebec-fragments-2004-2019-partie-ii/>.

bibliotheque-anarchiste.com